



## Bourse Uemoa

### La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

## Suisse

### Les Suisses consomment toujours moins de chocolat

La pandémie de Covid a pesé sur la branche ces deux dernières années, mais la concurrence étrangère et l'appétit moindre pour ... • (Page 08)

## Annonces de Joe Biden

### Puiser dans les réserves US de pétrole, quel impact sur le marché ?

Face à la flambée des prix et à l'instabilité géopolitique, ... • (Page 08)



## Togo / Hausse des prix des produits de grande consommation

• (Pages 03)

# Déjà des mesures prises par le gouvernement



• Sani YAYA, ministre de l'Economie et des Finances

## Acquisition

• (Page 04)

# Bolloré Africa Logistics cédé au groupe MSC

## Aux décideurs

### Une reprise économique accélérée à quel coût ?

Les économies mondiales ont été durement éprouvées par la pandémie de ... • (Page 02)

## Diplomatie

### Elisabeth Fitzsimmons, nouvel ambassadeur des USA au Togo

Le ministre des Affaires Etrangères, Robert Dussey, a reçu jeudi 31 mars 2022 à Lomé, la copie figurée de la lettre ... • (Page 04)

## Africa Finance Corporation

### Les bénéfices annuels d'AFC en hausse de 26,6 %

Africa Finance Corporation (AFC), le principal fournisseur de solutions d'infrastructure en Afrique, a annoncé ... • (Page 06)

## Facilitation de l'investissement

### Echanges entre les cadres du ministère du Commerce

Dans l'optique d'identifier les besoins de réformes et mesures politiques de ... • (Page 11)

## FONI 2022

FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMEDIATION  
DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION  
INTERNATIONAL FORUM FOR INTERMEDIATION  
DIGITAL AND INNOVATION

Du 28 au 29 Avril 2022  
à l'Hôtel 2 Février à Lomé au Togo

[foni.afrikcreances.com](http://foni.afrikcreances.com)



## Prévention des conflits

## 450 millions de dollars de la BM pour le golfe de Guinée

Un financement de 450 millions de dollars de la Banque mondiale (BM) devrait aider les régions septentrionales des pays du golfe de Guinée à renforcer la confiance, les opportunités et la résilience en favorisant la cohésion sociale.

• Junior AREDOLA

Plus de 16 millions de personnes qui vivent dans des environnements à risque au nord du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo vont bénéficier d'un nouveau projet régional financé par la Banque mondiale. L'objectif est d'anticiper et de prévenir la propagation des conflits venus du Sahel, de réduire la vulnérabilité au changement climatique et de renforcer les institutions locales, les opportunités économiques et la confiance des populations. Le Conseil des administrateurs de la Banque mondiale a approuvé le 31 mars 2022, un financement de 450 millions de dollars de l'Association internationale de développement (IDA) au titre du Projet de cohésion sociale des régions nord du golfe de Guinée. Cette nouvelle opération repose sur « une approche régionale pour une action locale » afin de stimuler la collaboration régionale, la résilience socio-économique et climatique dans les régions septentrionales vulnérables de ces quatre pays du golfe de Guinée. Les difficultés vont croissant dans cette sous-région où convergent de multiples crises : les menaces exogènes générées par les conflits, le changement climatique et la COVID-19 y sont aggravées



• Coralie Gevers, directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Togo.

par les défis de longue date que sont la pauvreté, l'exclusion et la faiblesse de la gouvernance, autant de facteurs susceptibles d'engendrer la marginalisation et les inégalités. L'absence de perspectives pour les jeunes, les tensions intercommunautaires et les fragilités structurelles posent un problème de sécurité grandissant pour les pays du golfe de Guinée menacés par la propagation vers le sud du conflit au Sahel, qui s'intensifie rapidement. « Ce projet répond à la complexité de la crise en soutenant des solutions intégrées et coordonnées au niveau régional, des efforts de sécurité, de la gestion des aléas climatiques et des risques de catastrophe, et du renforcement des capacités de l'État », explique Coralie Gevers, directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Bénin, la

Côte d'Ivoire, la Guinée et le Togo, dans un communiqué de presse. « En travaillant ensemble, les pays participants peuvent sauver des vies et concentrer leurs efforts sur le potentiel inexploité de la région pour favoriser les opportunités économiques, et ce de manière écologiquement et socialement durable », ajoute Pierre Laporte, directeur des opérations de la Banque mondiale pour le Ghana, le Libéria et la Sierra Leone. Programmé sur une période de cinq ans, le projet devrait bénéficier à 4 600 communautés situées dans les zones frontalières du nord du golfe de Guinée. Il mettra l'accent sur le renforcement des institutions locales qui auront un rôle central à jouer dans la hiérarchisation des investissements en faveur du développement local et dans la promotion de la cohésion sociale et de la confiance. Sa flexibilité permettra d'associer les plus vulnérables — en particulier les jeunes et les femmes — pour mieux tenir compte de leurs points de vue et concevoir des solutions adaptées à leur situation tout en maximisant l'impact régional de ces interventions face aux défis communs.



## AUX DECIDEURS...

## Une reprise économique accélérée à quel coût ?

Les économies mondiales ont été durement éprouvées par la pandémie de covid-19. Passées les phases critiques, l'heure est à la relance, ou plus exactement à la "réouverture" pour emprunter l'expression au Président ougandais.

Dans la sous-région et partout ailleurs on s'active.

Le Togo n'est pas épargné par cette turbulence planétaire qui menace de sévir par vagues successives.

D'autant qu'aux conséquences liées aux nombreuses restrictions pour cause de Covid-19, il faut maintenant greffer les retours de chocs du conflit Russo-Ukrainien et s'atteler à résoudre des équations à plusieurs inconnues.

Dans cet exercice plutôt ardu, il faut reconnaître que le gouvernement du Togo, sous l'impulsion de son Premier Ministre dont la formation et le parcours professionnel constituent des atouts importants, s'est positivement distingué par l'adoption et le lancement d'un train de mesures sociales et économiques.

Les résultats de cette anticipation qui vise à rétablir la situation d'avant Covid-19 sont lisibles dans les conclusions du premier conseil national du crédit (CNC) de l'année 2022, présidé le jeudi 31 mars par Sani Yaya, ministre de l'Économie et des Finances, qui annonce des "perspectives économiques globalement favorables" du fait des mesures hardies prises dans un bon timing pour contrer la cherté de la vie.

Ainsi, il est ainsi envisagé une reprise rapide de l'activité économique ; en dépit du taux d'inflation contenu dans la proportion de 4,5% au Togo, alors qu'il était en glissement annuel de 6% à la fin du mois de décembre 2021 dans l'espace UEMOA et galopait jusqu'à presque 9% dans certains pays dans le monde.

Les prévisions très optimistes situent le taux de croissance à 6,1% en 2022, après 5,3% en 2021, dans un contexte de maîtrise du taux d'endettement public.

En somme " En 2022, le niveau général des prix devrait retrouver ses niveaux d'avant la pandémie "

Un bémol toutefois : les prévisions d'une atténuation du taux d'inflation demeurent incertaines, en raison des tensions observées sur les cours internationaux de certains produits alimentaires importés, notamment le blé, et la persistance de la hausse des cours mondiaux du pétrole brut.

Qu'à cela ne tienne. " Le gouvernement continue d'accorder une attention particulière à l'évolution des prix et prévoit de renforcer les mesures déjà prises, afin d'atténuer les tensions inflationnistes" a rassuré le ministre de l'économie et des Finances.

Reste cependant la grande inconnue. Quel sera le coût final de l'atténuation (expression prudente au regard des causes exogènes qui faussent nos prévisions et nous enlèvent toute illusion de maîtrise) de ces tensions inflationnistes ?

Ne serait-il pas plus bénéfique de commencer sérieusement par travailler à une indépendance accélérée en ce qui concerne les produits de grande consommation ?

À cette fin, qu'est ce qui est mis en œuvre afin que nous puissions, à moyen terme, produire suffisamment ce que nous consommons et consommer presque exclusivement ce que nous produisons ?

Anicet Carlos OKE

## Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie : 56 600 km <sup>2</sup>		Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)		Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an		Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)		Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)		Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)		Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)		BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)		CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)		Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C		COFACE
Taux de scolarisation : 83%		INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance : 5,1 (2019)		CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US		populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)		CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)		BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)		FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)		PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)		MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)		Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)		Populationdata

Togo / Hausse des prix des produits de grande consommation

# Déjà des mesures prises par le gouvernement

Des mesures idoines ont été prises par le gouvernement togolais pour accroître l'offre de biens alimentaires en cette période de hausse généralisée des prix des produits de grande consommation. Annonce a été faite, le 31 mars 2022, par Sani YAYA, ministre de l'Economie et des Finances, à l'occasion de la première réunion de l'année du Conseil national du crédit (CNC) tenue par visioconférence.

• Joël YANCLO

Subvention du sac de 50 kg d'engrais pour la campagne agricole 2021-2022 ; la lutte contre la contrebande, afin d'assurer la disponibilité des engrais nécessaires pour satisfaire les besoins des agriculteurs ; mise sur les marchés des stocks de sécurité de céréales, notamment le maïs, le sorgho, le mil et le riz ; restriction des exportations de certains produits de grande consommation, comme le maïs, le sorgho, le mil, le haricot, le riz, l'igname, le manioc et les farines de manioc ; subvention du prix du blé. Tels sont entre autres les mesures prises par le gouvernement du Togo pour soulager les peines des populations face à l'augmentation des prix sur les marchés. Ces différentes mesures ont été annoncées par l'argentier national, Sani YAYA, au cours de la première réunion au titre de 2022, du Conseil national du crédit (CNC) tenue par visioconférence. « En 2022, le niveau général des prix devrait retrouver ses niveaux d'avant la pandémie dans la plupart des pays, au regard des mesures de politiques économiques prises pour inverser la courbe des prix et désancrer les anticipations d'inflation. Toutefois, les prévisions d'une atténuation du taux d'inflation demeurent incertaines, en raison des tensions observées sur les cours internationaux de certains produits alimentaires importés, notamment le blé, et la persistance de la hausse des cours mondiaux du pétrole brut en liaison avec le conflit russo-ukrainien. Le Gouvernement continue d'accorder une attention particulière à l'évolution des prix et prévoit de renforcer les mesures déjà prises, afin d'atténuer les tensions inflationnistes », a déclaré Sani YAYA. En ce qui concerne le

financement de l'économie et de l'évolution du secteur financier, le ministre YAYA a noté une forte progression des concours bancaires. La hausse est essentiellement portée par les crédits au secteur privé. L'assainissement des banques et SFD s'est poursuivi. Le taux brut de dégradation du portefeuille des banques est ressorti à 12%, contre 16% un an plus tôt, soit le niveau le plus bas depuis 2013. Même tendance est observée pour les SFD.

## Performances du secteur bancaire

Le résultat net provisoire bénéficiaire du secteur bancaire a presque doublé, en un an, pour atteindre 31 milliards en 2021, après 17 milliards enregistrés en 2020. Cette hausse globale masque, toutefois, les pertes enregistrées par quatre banques. On note une forte concentration du résultat net bancaire dont plus de 70% est porté par trois banques implantées au Togo. Le Président du CNC tout en saluant le résultat, félicite les acteurs de cette réussite. « Je voudrais, au regard de l'ensemble de ces résultats positifs, en matière de financement de l'économie et de la situation du secteur financier, féliciter les principaux acteurs que sont les banques et les systèmes financiers décentralisés. Je voudrais particulièrement féliciter la Banque Centrale et ses organes pour la mise en œuvre d'une politique monétaire accommodante, afin de soutenir la reprise économique dans un contexte marqué par des tensions inflationnistes. J'encourage tous les acteurs à redoubler d'ardeur cette année 2022, car les besoins de financement non couverts demeurent toujours élevés, surtout pendant cette phase de consolidation de la reprise économique », a fait savoir Sani YAYA.



• Sani YAYA, ministre de l'Economie et des Finances

## Principaux défis à relever

Le CNC rappelle enfin cinq principaux défis à relever, en vue d'accroître davantage le volume de financement. Il s'agit : de la baisse du coût du crédit, "Le taux d'intérêt moyen débiteur des banques est ressorti à 7,6% en 2021, après 7,7% en 2020. Ce taux reste toujours élevé par rapport à la moyenne sous-régionale qui est de 7,2%" ; de la réduction des divers frais et commissions. "Lorsqu'on analyse la décomposition des opérations des banques avec la clientèle, on s'aperçoit que plus du tiers des revenus des emplois clientèles proviennent des commissions" ; l'accroissement du financement des secteurs de l'agriculture et de l'habitat, "les données disponibles indiquent que les nouvelles mises en place de crédits bancaires accordés aux secteurs de l'agriculture et de l'habitat ne représentent que 2% et 7%, respectivement, des concours globaux accordés par les banques en 2021" ; la mobilisation plus accrue de ressources par les Petites et Moyennes Entre-

prises à travers le Dispositif PME ; et enfin la maîtrise du risque de crédit bancaire, en effet, avec le niveau de 12% à fin décembre 2021, le taux brut de dégradation du portefeuille de crédit des banques est demeuré relativement élevé, comparativement à la moyenne sous-régionale qui est ressortie à 11% sur la même période.

## L'activité économique devrait s'accélérer pour atteindre 6,1%



en 2022  
L'évolution de la situation économique, monétaire et du système bancaire et financier au 31 décembre 2021, sont entre autres les sujets débattus par le Conseil national du crédit (CNC) au Togo au cours de sa première réunion de cette année 2022. Cette session a constaté que le rythme de progression de l'activité économique devrait s'accélérer pour atteindre 6,1% en 2022, après 5,3% en 2021, dans un

contexte de maîtrise du taux d'endettement public. De même, cette reprise accélérée de l'activité économique est toutefois pondérée par la hausse du niveau général des prix au plan mondial où le taux d'inflation avoisine 9% dans certains pays avancés. Et la sous-région n'échappe pas à cette flambée des prix. Sur la base des dernières données disponibles, le taux d'inflation, en glissement annuel dans l'espace UEMOA a été de 6% à la fin décembre 2021 (4,5% au Togo). L'une des raisons est l'envolée des cours internationaux des denrées alimentaires importées par l'Union, qui ont augmenté de 30% en un an, avec des hausses prononcées pour les produits de grande consommation tels que les huiles, le blé, le riz et le sucre. Pour rappel, le CNC est un observatoire des évolutions économiques du Togo qui se réunit quatre fois par an. Il rassemble les représentants du secteur bancaire et de la micro finance, ceux du ministère de l'Economie et des Finances, de la BCEAO, du patronat, de la Chambre du commerce et des associations de consommateurs, notamment.

## Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Acquisition**Bolloré Africa Logistics cédé au groupe MSC**

Le groupe MSC a annoncé, le 31 mars 2022, la conclusion d'un accord avec le groupe Bolloré pour l'acquisition de Bolloré Africa Logistics.



● Joël YANCLO

À la suite des négociations exclusives annoncées le 20 décembre 2021, le groupe Bolloré a signé le 31 mars 2022 un contrat prévoyant la cession à MSC de 100% des activités de Bolloré Africa Logistics. Cette opération, qui a reçu un avis favorable de chacune des instances représentatives du personnel consultées dans le groupe Bolloré, concerne les entités portuaires, ferroviaires et logistiques en Afrique ainsi que les concessions portuaires en Inde, au Timor Leste et en Haïti, pour un prix d'achat basé sur une valeur d'entreprise, nette des intérêts minoritaires de 5,7 milliards d'euros. Cette cession d'activités reste conditionnée à l'obtention d'autorisations réglementaires et des autorités de la concurrence compétentes ainsi qu'à l'accord de certaines des contreparties de Bolloré Africa Logistics. Elle devrait intervenir d'ici la fin du premier trimestre 2023. L'acquisition de Bolloré Africa Logistics réaffirme l'engagement de longue date de MSC Group à investir en Afrique et à renforcer les chaînes d'approvisionnement à travers le continent, ainsi qu'à le connecter au reste

du monde. Le Groupe MSC s'est formellement engagé à conserver Bolloré Africa Logistics comme une entité autonome, à maintenir l'organisation actuelle mais surtout les emplois et les projets. Premier armateur mondial en volume de conteneurs, le Groupe MSC a effectué des investissements importants en Afrique ces dernières années et nourrit de grandes ambitions pour le continent. Le Groupe Bolloré conservera une présence importante en Afrique, notamment à travers Canal+ et poursuivra également ses développements dans de nombreux secteurs comme la communication, le divertissement, les télécoms et l'édition.

**MSC, c'est une flotte de 560 navires**

Mediterranean Shipping Company (MSC) fondée en 1970 et basée à Genève, en Suisse, depuis 1978, est une compagnie privée dirigée par la famille Aponte. Chef de file mondial dans le transport de conteneurs, MSC, qui démarra comme une petite entité dotée d'un seul navire, est aujourd'hui une entreprise mondialement reconnue, disposant d'une flotte de 560 navires et de plus de 100 000 employés. MSC

achemine des biens et offre des services à des communautés locales, des clients et des partenaires commerciaux internationaux. L'entreprise, qui a accès à un réseau mondial intégré de ressources de transport routier, ferroviaire et maritime, est fière d'assurer un service mondial caractérisé par une connaissance locale. Grâce à son réseau de 524 implantations, MSC veille à ce que les expéditeurs puissent s'adresser directement à ses représentants et utilisent diverses solutions de commerce en ligne pour les réservations de fret numérisées. Répondant aux besoins de ses clients, MSC est l'un des principaux acteurs de l'évolution des conteneurs intelligents dans son secteur, et a contribué à redéfinir les normes de l'expédition numérique du transport de marchandises digitalisé.

**500 ports desservis**

MSC fait escale dans 500 ports, sur 230+ routes commerciales, et transporte environ 23 millions d'EVP (équivalents vingt pieds) par an, sur une flotte moderne dotée des dernières technologies « vertes ». Au fil des années, MSC a diversifié ses activités pour y inclure le transport terrestre, la logistique et un portefeuille croissant d'investissements dans les terminaux portuaires. Aujourd'hui, notre objectif reste fidèle à nos origines, et nous continuons à créer et à conserver des partenariats de confiance à long terme avec des clients de toutes tailles.

Diplomatie**Elisabeth Fitzsimmons, nouvel ambassadeur des USA au Togo**

Le ministre des Affaires Étrangères, Robert Dussey, a reçu jeudi 31 mars 2022 à Lomé, la copie figurée de la lettre de créance du nouveau représentant de Washington, Elisabeth Anne Noseworthy Fitzsimmons, nouvel ambassadeur des USA au Togo.

● Nicole ESSO

Avant sa nomination pour Lomé, Elisabeth Anne Noseworthy Fitzsimmons avait notamment servi au Bureau des affaires africaines, et occupé des fonctions pour l'Afrique Centrale. Elle avait déjà prêté serment en janvier dernier dans la capitale fédérale américaine comme future cheffe de la mission diplomatique US au Togo. Elle dispose d'une solide expérience du continent, selon le Département d'Etat. En plus de la poursuite du renforcement de la coopération bilatérale, Elisabeth Anne Noseworthy Fitzsimmons



mons devrait notamment se consacrer à l'amélioration du statut des femmes togolaises, conformément aux directives du président américain Joe Biden. Un premier geste a d'ailleurs été posé dans ce sens il y a quelques jours par

l'ambassade, avec la remise d'une subvention globale de 42 millions FCFA à 20 structures rurales porteuses de petits projets de développement communautaire, pour la plupart gérées par des femmes.

Sécurité aérienne post-Covid**A Lomé, 150 délégués de l'ASECNA et de l'OACI se concertent**

Il se tient depuis le lundi 28 mars 2022 à Lomé, la 5e réunion des fournisseurs de services de la navigation aérienne en Afrique, autour du thème : « Relance des activités de coordination et de la coopération entre les ANSP (Air Navigation Service Provider - fournisseur de services de navigation aérienne, ndlr) à la suite de la survenue de la pandémie COVID-19 ».

La rencontre est conjointement organisée par l'Agence nationale de l'aviation civile (ANAC), l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), et l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA). Les travaux ont été lancés officiellement par Affoh Atcha-Dedji, ministre togolais des transports routiers, ferroviaires et aériens, en présence notamment du Col. Latta Dokisime Gnana, Directeur général ANAC-Togo et de Mohamed Moussa, Directeur général de l'ASECNA. Durant la rencontre de 5 jours, à laquelle prennent part plus de 150 délégués, experts en aéro-



nautique africains, il s'agira notamment de partager des expériences en vue d'améliorer les services de sûreté et de sécurité aériennes dans l'espace africain, et d'examiner l'état de mise en œuvre des recommandations issues de la dernière réunion des

ANSP de l'Afrique qui s'est tenue en 2019. « Nous nous sommes réunis dans le but d'analyser l'impact de la pandémie de Covid-19 sur la fourniture des services de navigation aérienne. Les travaux permettront également d'identifier les défis communs des ANSP de l'Afrique et de convenir des domaines prioritaires de coopération », a indiqué Mohamed Moussa. Pour sa part, Col Dokisime Gnana Latta, patron de l'ANAC, a expliqué que « Le Togo a été choisi pour abriter cette rencontre parce que le Chef de l'Etat togolais a été fait Champion du MUTAA par ses pairs. C'est un des points sur lesquels on a beaucoup insisté. Ce qui permet une bonne collaboration entre les compagnies de ces pays avec des offres abordables ».



Avec Togo First



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO  
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT  
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

## AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

Référence	Description	Date de clôture
RFP-01	AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UNE SOCIETE DE MEDIAS POUR LA CONCEPTUALISATION ET LA PRODUCTION D'UN DOCUMENTAIRE D'ENTREPRISE ET D'UNE VIDEO POUR LES INVESTISSEURS DE LA BIDC	13 avril 2022 à 10h00 (TU)

### Contexte

La **Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC)** est une banque régionale d'investissement et de développement de premier plan, basée à Lomé, en République togolaise. Au cours des quatre dernières décennies, la BIDC a investi environ 2,8 milliards de dollars US dans des programmes de développement inter et intrarégionaux portant sur diverses initiatives dans les domaines des infrastructures et des équipements de base, du développement rural et de l'environnement, de l'industrie, dans les secteurs sociaux et des services. Les interventions de la BIDC se présentent sous forme de prêts à long, moyen et court terme, de prises de participation, de lignes de crédit, d'activités de refinancement, d'opérations et de services d'ingénierie financière.

A ce titre, certains des principaux objectifs de la BIDC sont les suivants :

- accorder des prêts et garanties pour le financement de projets et programmes d'investissement relatifs au développement économique et social des Etats membres
- mobiliser à l'intérieur et hors de la communauté des ressources destinées au financement de ses projets et programmes d'investissement ;
- fournir l'assistance technique qui peut être nécessaire au sein de la communauté pour étude, la préparation, le financement et l'exécution de projets et programmes de développement ;

La vision de la BIDC est d'être la première institution régionale de financement de l'investissement et du développement en Afrique de l'Ouest et un instrument efficace de lutte contre la pauvreté, de création de richesse et de promotion de l'emploi en vue du bien-être des populations de la région.

Elle s'est assignée pour mission d'aider à la création des conditions permettant l'éclosion d'une Afrique de l'ouest économiquement forte, industrialisée, prospère, et parfaitement intégrée tant au plan interne que par rapport au système économique mondial, afin de profiter des opportunités et des perspectives offertes par la mondialisation.

Dans le cadre des objectifs et de la mission de l'entreprise, la BIDC coopère avec les organismes nationaux et sous régionaux de développement opérant dans la sous-région CEDEAO. Aux mêmes fins, elle coopère avec d'autres organisations internationales ayant un but analogue et avec d'autres institutions s'intéressant au développement de la CEDEAO.

### Les principales parties prenantes

Les principales parties prenantes de la BIDC sont les suivantes :

- **Les parties prenantes internes :** Le personnel de la BIDC, le Conseil des gouverneurs de la BIDC (ministres des Finances et de l'Economie des 15 Etats membres de la CEDEAO), le Conseil d'administration de la BIDC et les chefs d'Etat de la CEDEAO.
- **Les parties prenantes externes :** la communauté des bailleurs de fonds, les institutions financières/les sociétés de gestion et d'intermédiation, les agences de notation, les organisations multilatérales/bilatérales, les médias et les Etats membres de la CEDEAO.

### Objectif de la mission

La BIDC recherche les services d'une société de médias pour conceptualiser de manière créative et produire en anglais, français et portugais un documentaire d'entreprise et une vidéo pour les investisseurs axés sur les activités de la BIDC dans les Etats membres et ses réalisations.

Les principaux objectifs de cette mission sont les suivants :

**Objectif 1 :** présenter l'impact des investissements de la BIDC sur les communautés, les citoyens et les principales parties prenantes dans certains Etats membres de la CEDEAO.

**Objectif 2 :** concevoir et produire un documentaire d'entreprise en anglais, français et portugais qui présente la BIDC, ses investissements et ses interventions de développement dans certains ou l'ensemble des 15 Etats membres de la CEDEAO.

**Objectif 3 :** concevoir et produire une vidéo pour les investisseurs en anglais, français et portugais qui présente les activités de la BIDC dans les 15 Etats membres de la CEDEAO, ses réalisations et ses opportunités.

### Mission du cabinet

Le cabinet indépendant, en sa qualité, fournira les prestations suivantes :

- Développer un plan d'action comprenant le calendrier, l'itinéraire du travail sur le terrain, les informations administratives et logistiques ;
- Visiter certains Etats membres de la CEDEAO pour documenter, interviewer et présenter les principales parties prenantes qui sont directement touchées par le financement de la BIDC ;
- Concevoir un scénario pour un documentaire d'entreprise et une vidéo pour les investisseurs ;
- Produire, y compris toutes les tâches de montage, les sorties suivantes en haute définition (HD) et conformément à la BIDC :

- Un (01) documentaire de 15 minutes avec un enregistrement sonore professionnel à un minimum de 96 kHz/24-bit pour s'adapter à la version TV et cinéma en anglais, français et portugais. Le documentaire doit inclure une courte bande-annonce de soixante (60) secondes à des fins publicitaires. **Les droits d'auteur doivent être obtenus pour toute bande sonore qui n'est pas originale de l'équipe de production.**
- Cinq (05) vidéos pour les investisseurs, chaque vidéo ayant une durée maximale de quatre (04) minutes et un enregistrement sonore professionnel à un minimum de 96 kHz/24 bits pour s'adapter à la version TV et cinéma en anglais, français et portugais. **Les droits d'auteur doivent être obtenus pour toute bande sonore qui n'est pas originale de l'équipe de production.**

### Contrôle de la qualité

Le cabinet détermine et contrôle la qualité des travaux réalisés. Le contrôle de la qualité permet de s'assurer que les travaux réalisés répondent aux normes de qualité spécifiées dans le contrat afin de garantir une bonne image de l'entreprise et une bonne collaboration avec les parties prenantes et les communautés. Le cabinet sélectionné devra effectuer les tâches suivantes :

- Obtenir l'autorisation nécessaire des autorités et des parties prenantes concernées pour leur participation, avec l'assistance de la BIDC ;
- Prendre toutes les mesures pour assurer le respect des pratiques culturelles en fonction des communautés qui seront visitées.

### Conseil à la BIDC

Le cabinet aura également pour mission d'apporter une assistance technique dans le pilotage de la mission.

### Eligibilité

Tout soumissionnaire souhaitant manifester son intérêt à participer à cette présélection doit satisfaire au minimum aux critères ci-après :

### Compétences

- Le prestataire de services doit avoir une bonne compréhension des concepts de communication et de marketing, et une bonne capacité en matière de TIC ;
- Il doit disposer d'une expérience avérée dans la production de documentaires et de vidéos d'entreprise, de la conceptualisation au montage final, avec une connaissance de l'audiovisuel et de la diffusion ; et
- Le prestataire de services doit disposer en interne de capacités rédactionnelles et de production en anglais, en français et en portugais.

### Expérience

- Le prestataire de services doit être une société de renom dans la production de vidéos et/ou de documentaires d'entreprise avec à son actif **plus de trois (03) ans d'expérience ;**
- Il doit **avoir au moins deux (02) références spécifiques** en matière de la production de documentaires et/ou de vidéos d'entreprise réalisées au cours des cinq dernières années. Le cabinet présentera son portfolio et des exemples physiques de prestations similaires réalisées, en précisant les lieux, les délais, les dates de réalisation et les budgets y afférents ; et
- Il doit disposer d'une grande expérience en matière du développement de documentaires et/ou de vidéos d'entreprise.

### Critères d'évaluation

Les dossiers à manifestation d'intérêt seront évalués sur la base de quatre (04) principaux critères notés sur 50 points déclinés comme suit :

1. Capacités organisationnelles et expériences générales (5 points)
2. Expérience spécifique pour la mission (30 points)
3. Équipement médiatique et logiciels à utiliser (5 points)
4. Équipe média en charge du projet (10 points)

### Liste restreinte

A l'issue de l'analyse des dossiers à manifestation d'intérêt reçus, une liste restreinte d'au moins trois (03) cabinets et cinq (05) au plus sera établie. Ainsi, la demande de propositions simplifiée sera uniquement adressée à ces cabinets présélectionnés.

### Méthode de sélection

Aux termes du processus de passation de marchés, un cabinet sera sélectionné sur la base de la méthode fondée sur la qualité technique et le coût.

### Dépôt des dossiers

Les expressions d'intérêt peuvent être déposées physiquement ou par courrier électronique au plus tard le mercredi 13 avril 2022 à 10h00 (TU). **Aucune soumission ne sera acceptée après la date limite de dépôt.**

### Soumission physique

Pour les soumissions physiques, les expressions d'intérêt doivent être soumises sous plis fermés au Secrétaire du Directeur de l'Administration et des Services Généraux, situé au bureau 505 D, 5ème étage, aile droite de l'immeuble BIDC, Lomé, Togo, BP 2704.

Les soumissions physiques doivent être présentées dans une seule grande enveloppe et doivent être identifiées comme suit :

**" AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UNE SOCIETE DE MEDIAS POUR LA CONCEPTUALISATION ET LA PRODUCTION D'UN DOCUMENTAIRE D'ENTREPRISE ET D'UNE VIDEO POUR LES INVESTISSEURS DE LA BIDC "**

**"UNITÉ DE COMMUNICATION ET DES RELATIONS EXTÉRIEURES"**

### Soumission par courriel

Pour les soumissions par courriel, les expressions d'intérêt doivent être envoyées à l'adresse [secretariatdsg@bidc-ebid.org](mailto:secretariatdsg@bidc-ebid.org) avec pour objet :

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UNE SOCIETE DE MEDIAS POUR LA CONCEPTUALISATION ET LA PRODUCTION D'UN DOCUMENTAIRE D'ENTREPRISE ET D'UNE VIDEO POUR LES INVESTISSEURS DE LA BIDC**

### Durée de la mission

La durée prévisionnelle de la mission est d'un (01) mois à compter de la signature du contrat.

Fait à Lomé, le 28 mars 2022

## Africa Finance Corporation

## Les bénéfices annuels d'AFC en hausse de 26,6 %

Africa Finance Corporation (AFC), le principal fournisseur de solutions d'infrastructure en Afrique, a annoncé à Lagos, le 1er avril 2022, une performance record dans ses derniers résultats annuels, grâce à des investissements à fort impact et à son solide profil de crédit.

● Joël YANCLO

Malgré la pandémie et les vents contraires liés aux matières premières qui ont eu un impact sur l'environnement d'exploitation d'AFC, la Société a vu ses bénéfices annuels augmenter de 26,6 % pour atteindre 209,7 millions de dollars américains en 2021, franchissant ainsi la barre des 200 millions de dollars américains pour la première fois en 15 ans d'histoire, alors qu'ils étaient de 165,5 millions de dollars américains en 2020. Le total des actifs a augmenté de 16,3 % pour atteindre un record de 8,56 milliards de dollars américains. Selon un communiqué rendu public, l'augmentation spectaculaire peut en partie être attribuée aux investissements dans des secteurs ciblés à travers l'Afrique. La Société s'est appuyée sur sa cote de solvabilité et sa réputation de qualité pour mobiliser des financements sur les marchés internationaux afin d'aider à réduire le déficit d'infrastructure de l'Afrique. « Cette année a été une année de progrès solides dans nos objectifs fondamentaux de création de valeur pour les économies africaines grâce à des infrastructures instrumentales stimulant la croissance et la création d'emplois », a déclaré Samaila Zubairu, présidente et directrice générale de l'AFC. La portée de l'AFC sur le continent est désormais plus importante qu'elle ne l'a jamais été, avec des investissements s'étendant à 35 pays et des décaissements cumulés augmentant de 14 % pour atteindre 9,9 milliards de dollars (2020 : 8,7 milliards de dollars). L'AFC a augmenté le nombre



d'États membres de cinq à 33, avec l'adhésion du Burkina Faso, de la République démocratique du Congo, de l'Égypte, du Maroc et du Niger. Parmi les projets en 2021, l'AFC a investi 150 millions de dollars américains pour le développement de parcs industriels intégrés de cajou et de coton au Bénin et au Togo ; fourni une facilité d'entreprise de 200 millions de dollars américains à BUA Industries Limited pour la construction d'une raffinerie de sucre et d'une usine d'éthanol au Nigeria ; et a investi 175 millions de dollars américains dans le projet aurifère de Baomahun en Sierra Leone.

### Un Fonds résilient au changement climatique

AFC Capital Partners (ACP) a ouvert ses portes en tant qu'entreprise indépendante de gestion d'actifs et a lancé son premier produit, le Fonds résilient au changement climatique pour les infrastructures, avec pour objectif de lever 500 millions de dollars américains en 12 mois et 2 milliards de dollars américains au cours des trois prochaines années pour investir dans une énergie robuste, transports, bâtiments et autres infrastructures. L'année écoulée a également

vu l'AFC lancer avec succès deux nouveaux produits par l'intermédiaire de l'unité Syndications - les obligations A/B et les prêts B assurés par crédit - qui renforceront considérablement la capacité à canaliser les capitaux des marchés d'investissement mondiaux vers le continent africain. La Société a continué de diversifier son financement, avec une augmentation de 21,5 % des emprunts en glissement annuel à 6,19 milliards de dollars US (2020 : 5,09 milliards de dollars US). AFC a accédé avec succès aux marchés mondiaux de la dette en émettant 1,8 milliard de dollars américains de nouveaux prêts et obligations au cours de l'année. L'équivalent de 194 millions de dollars américains dans cinq billets à moyen terme placés en privé dans le cadre du programme mondial de billets à moyen terme de 5 milliards de dollars américains. De plus, AFC a levé de nouveaux fonds propres, augmentant le total des fonds propres de 7,8 % à 2,24 milliards de dollars américains. Moody's Investor Service a relevé ses perspectives sur les cotes de crédit de l'AFC à « stables », soulignant la résilience du profil de crédit de la Société pendant la pandémie de Covid-19.

Avec Agence Ecofin

## Côte d'Ivoire

## Le prix du kg de cacao est maintenu à 825 Fcfa

En Côte d'Ivoire, la campagne cacaoyère 2021/2022 bat son plein. Après la récolte principale, la filière entre désormais dans la phase intermédiaire qui apportera son lot de défis pour les producteurs ivoiriens.

En Côte d'Ivoire, le prix plancher du kilogramme de cacao sera de 825 Fcfa durant la récolte intermédiaire qui débute ce vendredi 1er avril. L'annonce a été faite par Kobenan Kouassi Adjoumani (photo), ministre de l'Agriculture et du Développement rural. Ce tarif est identique à celui en vigueur durant la campagne principale qui s'est déroulée entre le 1er octobre et le 31 mars dernier. D'après M. Adjoumani, ce maintien du prix a été possible grâce aux efforts du gouvernement qui a déboursé 60 milliards Fcfa au profit de la filière café-cacao. Du côté des observateurs, on estime que cette stagnation reste problématique à l'heure où les



acteurs de la filière doivent composer avec la hausse du prix des engrais sur le marché mondial lié à la crise entre l'Ukraine et la Russie. Cette situation qui renchérit les coûts de production pour les petits producteurs pourrait affecter la taille de la récolte d'ici fin septembre ainsi que la qualité des fèves.

Ceci dans un contexte où le pays anticipe déjà une baisse de sa récolte globale de 10 % à 2,15 millions de tonnes. Selon les dernières données de l'Organisation internationale du cacao (Icco), le marché mondial devrait connaître un déficit de 181 000 tonnes de cacao en 2021/2022.

Avec Agence Ecofin

## Conseil mondial de l'eau

## Mise en place d'« un fonds spécifique dédié à l'eau »

La Vice-présidente du Conseil mondial de l'eau a profité, vendredi 25 mars 2022, de la cérémonie de clôture du 9ème Forum mondial de l'eau à Diamniadio, au Sénégal pour dresser le bilan de cette 9ème rencontre des acteurs du monde de l'eau après cinq journées de rencontres, de convivialité, de débats et de propositions visant à bâtir le futur de l'eau.

Les 250 rencontres du programme de ce Forum ainsi que les événements organisés par les partenaires, exposants et les jeunes et les quatre propositions du Conseil mondial de l'eau sont tous couronnés de succès, selon Asma El Kasmi. Qui invite, à renforcer la sécurité de l'eau. « Je voudrais là, souligner l'importance des innovations technologiques, l'apport du digital pour optimiser la gestion des ressources en eau. Mais aussi, j'insiste sur la nécessité d'associer tous les utilisateurs pour favoriser le changement de comportement afin de consommer moins et mieux », a-t-elle laissé entendre à propos du premier aspect des quatre propositions du Conseil mondial de l'eau. En second lieu, elle a appelé à « garantir le droit à l'eau et à l'assainissement ». A ce niveau, le Conseil mondial de l'eau ne cessera de militer auprès de tous ceux qui partagent ce désir de justice pour que ce droit indispensable à la vie et à la dignité humaine soit appliqué partout et à tous. Poursuivant son allocution, la Vice-présidente du Conseil mondial de l'eau a affirmé que la troisième proposition



concerne le financement « à travers la mise place d'un fonds spécifique, dédié à l'eau, issu du fonds vert climat ». Dans le même sillage, Asma El Kasmi a indiqué que son institution souhaite promouvoir le couplage des ressources non conventionnelles en eau et en énergie pour permettre économie et autonomie du monde rural et péri-urbain. C'est dans cette optique que deux rapports ont été publiés par le Conseil mondial de l'eau lors du Forum de Dakar, le premier sur la blended-finance (Ndlr : finance mixte) et le deuxième sur les modes de financements pour les nature-based solutions (Ndlr : solutions fondées sur la nature). Evoquant la dernière initiative du Conseil mondial de l'eau, elle a affirmé que « notre quatrième proposition est liée à

gouvernance des bassins nationaux et internationaux et à l'hydro-diplomatie ». Son institution dresse les contours d'un « observatoire global de l'eau pour la paix, le développement et la nature pour favoriser concertation et méditation et s'éloigner de tout risque de confrontation et de division », a-t-elle fait valoir lors du Forum dit « Forum des réponses ». Concluant son speech, Asma El Kasmi a souligné que son équipe part de Dakar avec le sentiment d'avoir réussi à rassembler, dans la capitale sénégalaise, avec succès, la communauté internationale de l'eau dans le dessein de promouvoir la thématique de préservation des ressources en eau souterraines afin qu'elle figure « à sa juste place, dans tous les Forum futurs ».

Avec VivAfrik

## Audiovisuel

## Disney+ sera disponible en Afrique dès le 18 mai

Annoncé comme futur leader du streaming et de la vidéo à la demande, Disney+ continue d'étendre ses services à d'autres marchés mondiaux. La plateforme a annoncé son arrivée en Afrique pour 2022.

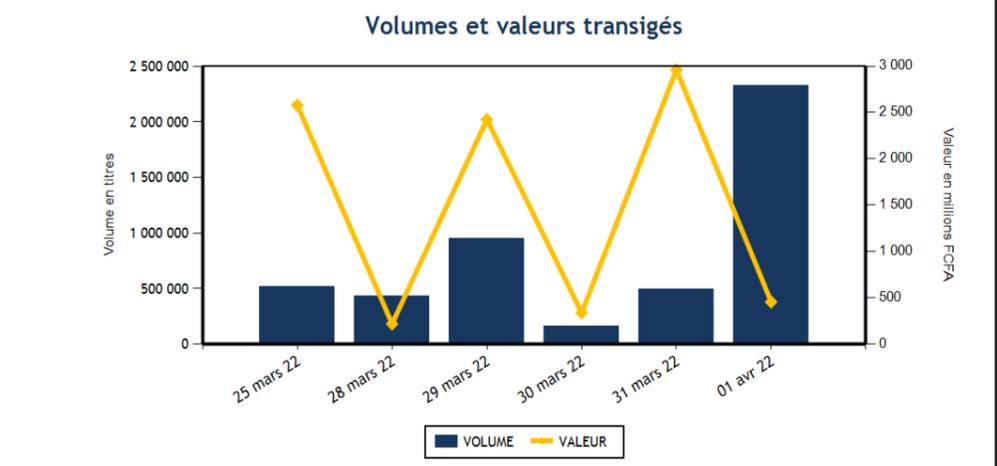
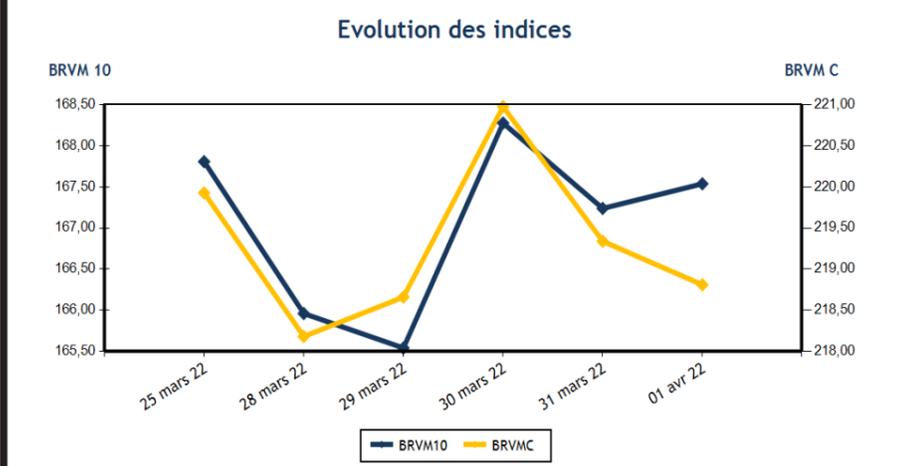
Disney+ lancera ses services en Afrique à partir du 18 mai. L'information a été diffusée mardi 29 mars par la Walt Disney Company. Le groupe a également confirmé que le service serait lancé d'abord en Afrique du Sud et accessible aux coûts, mensuel de 8,19 \$ et annuel de 81,86 \$. « Ces abonnements offrent l'accès à quatre flux simul-

tanés, des téléchargements illimités sur dix appareils différents, et les utilisateurs peuvent créer jusqu'à 7 profils. Il sera également possible pour les parents de créer des profils pour leurs enfants et d'en surveiller le contenu », explique Disney+ dans un communiqué. Avec le lancement de ce service, la plateforme de vidéo à la demande sud-africaine Show-

max, se retrouvera désormais en concurrence avec les trois principaux acteurs de son secteur d'activité : Netflix, Amazon Prime Video et Disney+. Le marché sud-africain, voire continental, sera plus concurrentiel qu'auparavant. Les plateformes de vidéo à la demande ne seront pas toutefois, les seules affectées. Video ont, par exemple,

Avec Agence Ecofin

<b>BRVM 10</b>	<b>167,54</b>	 <b>BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE</b> N° 65 <span style="color: red;">vendredi 1 avril 2022</span> <span style="float: right;">Site : www.brvm.org</span>	<b>BRVM Composite</b>	<b>218,81</b>
Variation Jour	↑ 0,18 %		Variation Jour	↓ -0,24 %
Variation annuelle	↑ 9,14 %		Variation annuelle	↑ 8,17 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 586 647 456 509	-0,24 %
Volume échangé (Actions & Droits)	2 317 940	716,70 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	359 019 607	-58,24 %
Nombre de titres transigés	42	0,00 %
Nombre de titres en hausse	15	15,38 %
Nombre de titres en baisse	17	-5,56 %
Nombre de titres inchangés	10	-9,09 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 635 118 491 512	-0,09 %
Volume échangé	9 526	-95,46 %
Valeur transigée (FCFA)	97 163 500	-95,38 %
Nombre de titres transigés	2	-77,78 %
Nombre de titres en hausse	1	-50,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	1	-83,33 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	6 000	6,57 %	17,19 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	720	5,88 %	-5,88 %
TOTAL SN (TTLS)	2 640	5,60 %	33,67 %
TOTAL CI (TTLC)	2 410	4,78 %	14,76 %
SMB CI (SMBC)	7 400	4,23 %	7,25 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BICI CI (BICC)	6 000	-6,18 %	-18,92 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	840	-5,62 %	-6,15 %
SOLIBRA CI (SLBC)	155 000	-5,49 %	-0,64 %
BOLLORE (SDSC)	2 300	-4,17 %	-10,51 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 500	-2,91 %	6,38 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	118,97	-1,48 %	8,05 %	11 350	47 822 065	40,00
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	515,88	-0,85 %	14,93 %	9 966	107 005 445	8,72
BRVM - FINANCES	15	79,35	0,34 %	2,88 %	2 270 505	99 116 327	10,63
BRVM - TRANSPORT	2	557,69	-4,10 %	-10,36 %	1 711	4 174 700	9,31
BRVM - AGRICULTURE	5	284,03	-0,23 %	16,74 %	13 444	80 221 555	18,22
BRVM - DISTRIBUTION	7	439,97	1,76 %	7,99 %	10 830	20 491 935	27,79
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 727,43	1,45 %	91,78 %	134	187 580	8,11
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

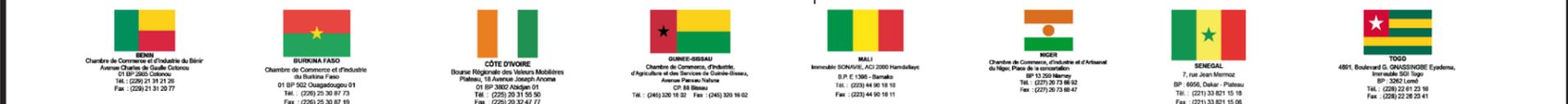
Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	12,67	
Taux de rendement moyen du marché	5,35	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,62	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	98	
Volume moyen annuel par séance	1 762 949,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 905 450 392,57	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	32,93	
Ratio moyen de satisfaction	49,70	
Ratio moyen de tendance	150,93	
Ratio moyen de couverture	66,25	
Taux de rotation moyen du marché	0,22	
Prime de risque du marché	2,00	
Nombre de SGI participantes	28	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86 - Fax : +225 20 32 66 84 - Mail : brvm@brvm.org - Site Web : www.brvm.org

## Suisse

## Les Suisses consomment toujours moins de chocolat

La pandémie de Covid a pesé sur la branche ces deux dernières années, mais la concurrence étrangère et l'appétit moindre pour le chocolat font aussi fondre le chiffre d'affaires.

Suite à leur recul marqué induit par la pandémie, les ventes de chocolat suisse se sont rétablies l'année passée, annonce mardi Chocosuisse, la fédération des fabricants suisses de chocolat. Malgré le retour de la croissance sur un an, le résultat de 2021 demeure légèrement inférieur au niveau d'avant-crise. En 2020, le chiffre d'affaires de la branche avait reculé de quelque 15%, alors que le volume de la production de chocolat suisse s'était contracté d'environ 10%. Suite au fort recul des exportations en 2020 dans toutes les catégories de produits, le volume exporté de chocolat suisse a crû de 10,8% en 2021, générant un chiffre d'affaires en hausse de 15,5%. Le volume et le chiffre d'affaires ont ainsi retrouvé l'an dernier un niveau à peine en dessous de celui d'avant le début de la pandémie. En 2021, la quantité de chocolat suisse consommée dans le pays est en hausse de 6,6% par rapport à l'année précédente. Le chiffre d'affaires global demeure encore «nettement inférieur» à son niveau de 2019 (-8,4%), note CHOCOSUISSE.

## Les Suisses moins gourmands

Suite à son augmentation ces dernières années, la part des importations de choco-



● Hausse des importations et baisse de l'appétit pour le chocolat pèsent sur les affaires. 20min/Simon Glauser

lat étranger sur le marché suisse représentait environ 42% en 2021. En l'espace de 10 ans, la part de marché des importations en Suisse a augmenté de près d'un quart (2011: 34%). La baisse de la consommation de chocolat suisse (de 8 kg à 6,6 kg par habitant) en est pour moitié responsable, l'autre moitié relevant de la progression du chocolat importé (de 4 kg à 4,7 kg par habitant). Déjà prononcée en 2020, la baisse du nombre d'employés dans l'industrie chocolatière suisse a encore diminué l'année dernière. La branche comptait 5% d'employés en moins l'année passée par rapport à 2019. Malgré les défis déjà existants pour la place industrielle suisse, Chocosuisse estime que «le politique a encore détérioré un peu plus les conditions-cadres en 2021».

## Pression de la concurrence

La fédération explique que le Parlement a prolongé le droit de douane minimal sur le sucre jusqu'en 2026. Dans un contexte de forte hausse généralisée du prix des matières premières, cette décision génère une augmentation supplémentaire du prix du sucre suisse, déplore la fédération. Par cette seule mesure, les coûts de production en Suisse ont augmenté d'un à deux pour cent de la masse salariale, est-il écrit dans le communiqué de presse. La protection douanière minimale pour le sucre suisse offre aux fabricants étrangers un nouvel avantage en termes de coûts, ce qui distord davantage la concurrence au détriment de la place industrielle suisse, commente encore la fédération de la branche.

(Comm/jba)

## France

## Remise de 15 à 18 centimes d'euros à la pompe pour 4 mois

Depuis ce vendredi, le prix des carburants est 18 centimes d'euros moins cher par litre en France métropolitaine. De quoi provoquer une ruée sur les stations-services.

«Je suis trop content!» A neuf jours de l'élection présidentielle, les automobilistes se pressaient vendredi, pour profiter de la ristourne gouvernementale d'au moins 15 centimes par litre pour tous les carburants et certaines stations connaissaient l'affluence des grands jours. Face à des prix qui ont passé la barre des 2 euros par litre en moyenne, et parmi d'autres mesures contre l'inflation, le Premier ministre Jean Castex avait annoncé mi-mars cette remise pour le 1er avril, et pendant quatre mois. Certains prétendants à l'Élysée avaient alors jugé cette annonce «électorale» ou insuffisante. Ce n'est «ja-

mais suffisant» mais «en tous cas c'est un geste très important», a défendu Jean Castex, vendredi.

## Sous les 2 euros le litre

«C'est une aubaine», se réjouit Didier Turpin, retraité de 68 ans, dans une station-service de Laval. «On part en vacances donc on en profite», explique-t-il. «Je suis trop content!», s'enthousiasme Sidali Lameche, 25 ans, livreur à domicile en scooter, rencontré dans une station parisienne où les prix sont passés sous les 2 euros comme dans de nombreuses stations. «Je mets toujours



environ 15 euros dans mon scooter. Avant ça me faisait un jour, un jour et demi maximum en fonction du travail. La ça va me durer au moins 2 jours avec le même prix.» Ristourne ou pas,

## Annonces de Joe Biden

## Puiser dans les réserves US de pétrole, quel impact sur le marché?

Face à la flambée des prix et à l'instabilité géopolitique, le président américain a décidé de tirer dans les réserves stratégiques de brut du pays vendredi, tout comme d'autres membres de l'AEI.

La décision de Joe Biden de puiser plus de 180 millions de barils dans les réserves stratégiques américaines de pétrole durant les six prochains mois peut-elle stabiliser le marché et faire sensiblement baisser les prix de l'essence, comme l'espère le président américain? Les cours du baril de West Texas Intermediate (WTI), principale variété américaine, ont plongé jeudi après l'annonce, en baisse de près de 7%. Mais vendredi, les prix sont repartis à la hausse. «L'utilisation des réserves est intégrée par le marché, qui va maintenant se mettre à la recherche d'une autre nouvelle ouverture pour s'orienter», prévoit Andy Lipow, du cabinet Lipow Oil Associates. L'engagement, vendredi, des autres pays membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) de tirer également sur leurs réserves, n'a que modérément pesé sur les cours, le WTI continuant à flirter avec les 100 dollars. «L'annonce (...) ne va pas avoir d'effet prolongé sur les prix», a abondé Edward Moya, analyste d'Oanda, «donc si les risques géopolitiques s'intensifient, le pétrole verra l'essentiel de ses pertes de la semaine s'annuler.»

## Quel impact à la pompe?

Joe Biden a dit espérer une baisse de «10 à 35 cents le gallon» (3,78 litres) aux États-Unis. Vendredi, le



● Joe Biden a dit espérer une baisse de «10 à 35 cents le gallon» (3,78 litres) aux États-Unis. AFP

prix de l'essence ordinaire n'avait perdu qu'un cent en moyenne, à 4,21 dollars, et restait proche de son record absolu (4,33), atteint le 11 mars dernier. Andy Lipow table sur une diminution de 10 à 15 cents «d'ici une semaine à dix jours», mais pas davantage «parce que le marché voit cette (mesure) comme exceptionnelle. Elle ne va rien faire sortir de plus du sous-sol pour remplacer le pétrole russe.» Pour Bill O'Grady, responsable de la recherche à Confluence Investment Management, l'effet sur les prix de l'essence «sera probablement moindre que pour le brut», car les États-Unis, dont les capacités sont déjà utilisées à 92%, ne disposent pas des ressources suffisantes pour raffiner ce brut supplémentaire.

## Y a-t-il un risque de nouveau choc dans six mois?

Une fois écoulés les ba-

ris américains et d'autres membres de l'AIE, les fondateurs du marché vont reprendre le dessus. Or, avant même l'invasion de l'Ukraine et la vague de sanctions sur la Russie, qui a dissuadé une partie des intervenants d'acheter du pétrole russe, l'offre était déjà inférieure à la demande. «Les prix vont devoir remonter, pour stimuler l'augmentation de la production ou décourager la demande», anticipe Andy Lipow. En outre, avec des réserves stratégiques qui pourraient atteindre leur plus bas niveau depuis 1984, les États-Unis vivraient mal un nouvel imprévu, prévient-il. «On sera dans la saison des ouragans et si une tempête paralyse une partie de la production dans le golfe du Mexique, nous n'aurons pas beaucoup de solutions pour combler ce manque.»

(AFP)

contré à Laval.

## Ruée attendue

Les professionnels prévoient une forte affluence pendant quelques jours. «On s'attend à un coup de bélier pendant les premiers jours d'avril», indique une faitière qui représente notamment des stations-services indépendantes. «C'est un point de vigilance», a confirmé le gouvernement, qui «n'exclut pas que de-ci, de-là, il y ait des situations avec des stations qui soient temporairement à sec.»

## Coût de 3 milliards d'euros

La ristourne monte jusqu'à

18 centimes TTC par litre en métropole continentale, une différence qui s'explique par le montant de la TVA appliquée dans les différents territoires français. Elle sera d'environ 17 centimes en Corse et de 15 centimes Outre-mer. Certains réseaux de distributeurs ajoutent leurs propres promotions à la mesure du gouvernement qui va y consacrer trois milliards d'euros. Le prix affiché à la pompe inclut la ristourne. Les distributeurs bénéficient de la remise en amont, au niveau des centrales d'achat, depuis dimanche.

(AFP)

# Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Sixième sommet UE-UA	17-18 Février 2022	Bruxelles	+32 2 281 5150/ +32 486 22 68 65
24e conférence internationale RSEP sur l'économie, la finance et les affaires	24-25 Février 2022	Vienne, Autriche	<a href="https://rsepconferences.com/active-conference-sub-items/submit-here/">https://rsepconferences.com/active-conference-sub-items/submit-here/</a>
Forum régional africain sur le développement durable	3 - 5 Mars 2022	Rwanda, Kigali	<a href="https://uneca.org/fr">https://uneca.org/fr</a>
Rencontres de l'Assurance de Casablanca	23-24 Mars 2022	En format hybride, Maroc	Téléphone : +212 5223-91850
World Coopération industries Forum	16-17 Mars 2022	Turquie (Ankara)	<a href="http://www.wcforum.com">www.wcforum.com</a>
Salon international des matériaux, technologies et mobilier	29 Mars au 1er avril 2022	Valence (Espagne)	<a href="https://fimma-maderalia.feriavalencia.com/">https://fimma-maderalia.feriavalencia.com/</a>
XVe Congrès forestier mondial	2 - 6 Mai 2022	République de Corée	<a href="https://www.wfc2021korea.org/">https://www.wfc2021korea.org/</a>
12e Conférence sur le commerce et l'énergie des granulés de biomasse 2022	16-19 Mai 2022	Tokyo (en hybride)	<a href="https://www.cmtevents.com/eventschedule.aspx?ev=220504&amp;">https://www.cmtevents.com/eventschedule.aspx?ev=220504&amp;</a>
9ème édition du Sommet Africités	17-21 Mai 2022	Kisumu, Kenya	<a href="https://www.uclga.org/?lang=fr">https://www.uclga.org/?lang=fr</a>
Conférence annuelle de l'Association Africaine du Capital Investissement et du capital risque	25-29 Avril 2022	Dakar, Sénégal	<a href="mailto:avca@avca-africa.org">avca@avca-africa.org</a>
5e Congrès mondial d'agroforesterie	17-20 Juillet 2022	Canada	<a href="https://www.agroforestry2022.org/fr">https://www.agroforestry2022.org/fr</a>

## HOROSCOPE finance

**Bélier** D'importants problèmes matériels se résoudront enfin au cours de cette journée. Cependant, veillez à ne pas vous laisser influencer par votre entourage. Faites-vous confiance et agissez comme vous l'entendez.

**Taureau** Montrez-vous un peu plus prudent cette fois sur le plan financier. En effet, Mercure pourra provoquer des retards dans vos rentrées. Attention également, si vous devez prendre une décision financière importante : vous n'aurez pas les idées très claires, et mieux vaudra attendre un peu.

**Gémeaux** Cette configuration de Jupiter aura un effet très positif sur votre situation matérielle. Vous serez en mesure de faire fructifier vos ressources. Quelques rentrées d'argent plutôt inattendues sont aussi possibles.

**Cancer** Pluton en cet aspect pourra fragiliser votre situation financière si vous avez contracté des emprunts à tout va. Vous risquez une fois de plus de vous retrouver devant de délicats problèmes d'échéances. Mais le passage du Soleil devrait vous aider à vous en sortir, à condition que vous preniez le taureau par les cornes : négociez avec votre banquier et, surtout, oubliez pour l'instant vos nouvelles envies d'achats.

**Lion** Votre situation financière s'avérera meilleure que vous ne le pensiez. La chance vous sourira. Votre intuition ne vous trompera pas. Vous aurez les moyens de vos ambitions, et vous pourrez enfin réaliser des projets qui vous tiennent à cœur, pas seulement dans le domaine professionnel, mais en amour aussi.

**Vierge** Journée défavorable aux litiges en raison de l'obstruction saturnienne. Si vous devez régler des questions de succession, partages, évaluations de biens fonciers, etc., attendez deux ou trois semaines avant d'y procéder. Mais même dans ce cas, recherchez toujours une solution de compromis au lieu de faire appel à la Justice, car "une année de procès engendre dix années de rancune" (proverbe chinois).

**Balance** Jupiter va ouvrir une période favorable à la prospérité. La chance sera cette fois à vos côtés et même, pour certains, une chance exceptionnelle. Tâchez de tirer au mieux parti de cette aide céleste.

**Scorpion** Pourquoi ne pas acheter un billet de loterie ? Avec la chance que vous avez en ce moment, vous pourriez gagner le gros lot ou du moins sauver votre mise. Mais ne dépensez pas ce que vous n'aurez pas gagné.

**Sagittaire** Un vent de folie soufflera au-dessus de votre tête aujourd'hui. Rien ne vous arrêtera. Vous aurez envie de dépenser sans compter et de vivre comme vous l'entendez. Attention, vous vous dirigez vers une impasse !

**Capricorne** Pour vous donner du courage et entretenir votre joie de vivre, faites-vous plaisir, laissez-vous aller à vos petites fantaisies. N'en faites pas trop tout de même, et ne négligez pas pour autant vos finances et votre compte en banque.

**Verseau** Les astres continueront à vous gêner sur le plan financier. Pluton et Jupiter vont agir sur vous au maximum de leurs possibilités. Non seulement ils vous aideront à gérer efficacement votre budget, mais ils pourraient aussi faire dégringoler dans votre escarcelle quelques dividendes provenant de placements judicieusement choisis. A moins que vous n'ayez droit au remboursement inattendu d'une créance oubliée.

**Poissons** Le secteur associé à l'argent sera favorisé. Vous saurez gérer efficacement votre budget. Si vous sortez d'une période de vaches maigres, vous devriez enfin retrouver l'équilibre. Jouez à un jeu de hasard, vous gagnerez très probablement quelque chose ; consultez votre nombre de chance du jour.

## L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Email : [leconomistetogo@gmail.com](mailto:leconomistetogo@gmail.com)  
Site web : [www.leconomistedutogo.com](http://www.leconomistedutogo.com)  
REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)  
Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

### Administrateur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

### Directeur de Publication

Komlan KPATIDE  
(+228 90 05 05 08)

### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

### Rédacteurs

Eyram AKAKPO  
Bernard AFAWOUBO

Nicole ESSO  
Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM  
Kodji GATOR JOE

### Directeur Commercial

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

Gérard DAMAWOU

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE  
OUEST AFRICAINE

La Commission

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT****N° 05/2022/A.O/COM/UEMOA**

Date de Publication de l'avis : 18 mars 2021

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la sélection d'un prestataire en vue de la réalisation et de la diffusion d'un film documentaire sur la politique communautaire de la concurrence au profit de l'UEMOA.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent appel d'offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé en vue de la réalisation et de la diffusion d'un film documentaire sur la politique communautaire de la concurrence au profit de l'UEMOA.
3. Les prestations sont regroupées en un seul lot
4. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les sociétés spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises pour la réalisation et la diffusion d'un film documentaire sur la politique communautaire de la concurrence, objet du présent appel d'offres.
5. Le délai d'exécution du contrat est de soixante (60) jours.

Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- une quittance d'achat du dossier d'appel d'offres ;
- un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes : faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois (03) mois ;
- une attestation originale ou certifiée conforme, justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
- une attestation originale ou certifiée conforme de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
- Une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

La non-production d'une pièce administrative ou sa non validité ne conduit pas à l'élimination de l'offre du soumissionnaire. Cependant, ladite pièce doit être produite avant l'attribution du marché.

6. Les soumissionnaires intéressés à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires auprès de la Commission de l'UEMOA à l'adresse ci-dessous :

**La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO  
01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)  
Département des Services Administratifs et Financiers**

Personnes à contacter :

- **M. Brice SIB** Tel.: +226 25 31 86 40 poste 87 30, Email : [bsib@uemoa.int](mailto:bsib@uemoa.int)
- **M. Abdoulaye Domboué COULIBALY**, Email : [adcoulibaly2@uemoa.int](mailto:adcoulibaly2@uemoa.int)

7. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la **Direction du Secrétariat de la Commission, des Archives et Documentation et (DSCAD) De la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou, ou dans les différents Bureaux de Représentations de l'UEMOA** contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de vingt mille (20 000) Francs CFA.
8. Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le mardi 19 avril 2022 à 9 h 30, heure locale**, accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de deux cent mille (200 000) FCFA. L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.
9. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture
10. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie dudit appel d'offres.

**Pour le Commissaire chargé du Département  
des Services Administratifs et Financiers  
et par délégation,  
Le Directeur de Cabinet,**

**Alioune THIOUNE**



**Facilitation de l'investissement**

**Echanges entre les cadres du ministère du Commerce**

Dans l'optique d'identifier les besoins de réformes et mesures politiques de développement, les cadres du ministère en charge du commerce du Togo ont entamé ce jeudi 31 mars 2022 à Lomé, un atelier sur les nouveaux accords relatifs à la facilitation de l'investissement pour le développement. Ces accords vont intervenir très prochainement au sein l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

● **Vivien ATAKPABEM**

Les principes et engagements relatifs à la facilitation des investissements étant souvent inclus dans les accords commerciaux internationaux. Pour parvenir à ses facilitations, des négociations sont menées depuis deux ans par des pays émergents et en développements. Raison pour laquelle, les cadres du ministère en charge du commerce du Togo échangent depuis le jeudi 31 mars 2022 à Lomé sur les nouveaux accords relatifs à la facilitation de l'investissement pour le développement. Ces accords vont intervenir très prochainement au sein l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). L'atelier de deux jours va identifier les besoins de réformes et mesures politiques de développement. Le présent projet initié par l'Institut Allemand de Développement a pour objectifs selon son Directeur adjoint le Dr AXEL Berger, de quantifier l'impact économique et les implications des pays en développement membres. Les travaux ont été ouverts par, Mensah



Koffi Vinyo, directeur de cabinet du ministère en charge du commerce. Les travaux prennent fin le 1er avril 2022. En décembre 2021, 112 Membres de l'OMC se sont portés coauteurs d'une Déclaration conjointe sur la facilitation de l'investissement pour le développement, dans laquelle ils reconnaissent le Document récapitulatif du Coordonnateur — dit "texte de Pâques (révision 5)" comme base de leurs négociations en cours et ont dit vouloir conclure les négociations fondées sur un texte pour la fin de 2022. Lancée en 2017 par un groupe de pays en développement et de PMA Membres de l'OMC, l'Initiative conjointe vise

à élaborer un accord multilatéral sur la facilitation de l'investissement pour le développement permettant d'améliorer le climat de l'investissement et des affaires, afin qu'il soit plus facile pour les investisseurs dans tous les secteurs de l'économie de mener leurs opérations courantes et de développer leurs activités. Faciliter la participation accrue des Membres en développement et des Membres les moins avancés aux flux d'investissements mondiaux constitue aussi un objectif central du futur accord. L'initiative ne couvre pas l'accès aux marchés, la protection de l'investissement et le règlement des différends entre investisseurs et États.

**Académie Utrader**

**Les premiers ambassadeurs en recyclage de déchets**

L'or dur. Les déchets sont d'importantes sources de matières premières à valoriser. Un programme de formation "Académie Utrader" est mis en route pour former les jeunes aux métiers de recyclage.

L'Usine de transformation des déchets en richesse (Utrader) de Davié (30 km de Lomé), spécialisée dans la valorisation des déchets plastiques a initié cette formation de 10 jours pour outiller les jeunes du Togo à se lancer dans le recyclage. La perspective est d'arriver à former un grand réseau de jeunes engagés pour la protection de l'environnement mais par la même occasion créer des entreprises et se positionner sur les chaînes de valeur en recyclage de déchets. Sur un cap de 500 personnes à former, la première vague constituée de 50 jeunes a commencé depuis mercredi au siège de Utrader à Davié, une formation de 10 jours. L'ambition de Utrader est de former les premiers ambassadeurs en recyclage qui vont ensuite former les 450 personnes restantes. L'objectif à terme est de produire 1 million de sacs et chaussures à base du plastique recyclé pour les écoliers, les élèves et étudiants d'ici la rentrée 2023. Selon Olatokunbo Ige, directrice générale de Utrader, cette formation vise à valoriser le déchet plastique afin de ne plus dépendre des sacs importés lors des rentrées scolaires. "Nous avons lancé un challenge national pour consommer localement les déchets qu'on produit. Nous avons commencé aujourd'hui avec 50 jeunes et d'ici la fin de l'année, nous allons former 500 personnes", confie Olatokunbo Ige, directrice générale de Utrader à agridi-



● **La première promotion de l'Académie Utrader (image AGD/F.K.A)**

gitale.net.

**Une collaboration Utrader, FAIEJ, ANVT**

Utrader collabore avec le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ) et l'Association nationale des volontaires du Togo (ANVT) pour trouver un moyen de promouvoir la vie coopérative entre les participants de différentes régions du Togo. Pour produire un sac par exemple, il faut un collecteur, un tisserand, un tailleur, un tapissier, un cordonnier etc. "La formation d'aujourd'hui n'est pas seulement que du recyclage. La formation commence par le développement personnel, après on va aux techniques de recyclage, d'entrepreneuriat et comment créer des coopératives", fait-elle savoir. Pour Séna Alouka, premier responsable de l'ONG Jeunes volontaires pour l'environnement (JVE), il est important que les jeunes puissent s'autonomiser financièrement à travers leurs

activités qui contribuent à la protection de l'environnement. "La question de l'économie verte repose entièrement sur la transformation des enjeux écologiques en des solutions nouvelles. Cette initiative vient à point nommé pour donner des outils à la jeunesse et leur permettre de comprendre que dans le déchet, il y a possibilité de créer des emplois", indique Séna Alouka, directeur exécutif de JVE-Togo. Pendant les 10 jours de formation, il s'agira de changer la perception des jeunes sur le déchet. Ils seront outillés sur les processus de transformation du déchet et seront éduqués sur les notions d'économie sociale et solidaire, gage de création d'emplois pour les jeunes. "Une chose est de recycler, mais une autre est de pouvoir transformer le déchet en objet de valeur. Je crois qu'avec cette formation, je pourrai réduire le taux de pollution dans ma localité et par la même occasion avoir des sources de revenus", témoigne Thérèse Yarkoua, membre de JVE Kara. Aux termes de cette formation, des ambassadeurs aguerris dans le recyclage seront déployés sur le terrain afin de transmettre leurs connaissances et savoir-faire aux autres jeunes.



● **Séna Alouka (D) encourageant les jeunes formés**

Avec agridigitale.net

**EdF / boycott des sponsors**

**Les Français donnent raison à Kylian Mbappé**

Selon un sondage réalisé par Odoxa pour RTL, 63% des personnes interrogées pensent que Kylian Mbappé a bien fait de boycotter les opérations commerciales avec les sponsors des Bleus lors du dernier rassemblement de l'équipe de France.

Un point de vue qui est largement partagé par les jeunes puisque les résultats montent à 71% pour les 18-24 ans et à 77% pour les 25-34 ans. En refusant de participer à ses activités de sponsoring, l'attaquant du PSG voulait



protester contre la gestion

collective du droit à l'image chez les Bleus, selon les explications de ses avocats. Le président de la FFF, Noël le Graët avait expliqué en milieu de semaine qu'il allait prochainement s'entretenir avec l'attaquant de 23 ans à ce sujet.

Avec footmercato.net

**Baromètres Togo**

**Principaux pays partenaires**

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance



## Salon Monétique Régional 7<sup>e</sup> EDITION

**Du 26 au 27 octobre 2022**

 **Dakar, Sénégal**



### AU PROGRAMME

EXPOSITION ● WORKSHOP ● FORUM  
GALA & AWARDS ● VISITE DE SITES TOURISTIQUES

**INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT**

 Tél : +221 33 869 95 95

 [salonmonetique@gim-uemoa.org](mailto:salonmonetique@gim-uemoa.org)

## FONi 2022

FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION  
DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION

INTERNATIONAL FORUM FOR INTERMEDIATION  
DIGITAL AND INNOVATION

**Du 28 au 29 Avril 2022**  
**à l'Hôtel 2 Février à Lomé au Togo**

[foni.afrikcreances.com](http://foni.afrikcreances.com)

